



PREFET DU VAL-D'OISE

PREFECTURE

DIRECTION DE LA
COORDINATION
ET DE L'APPUI TERRITORIAL

Bureau de la coordination
administrative

Section des installations classées

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° IC-20-018 prescrivant des mesures d'urgence à la Société Routière de l'Est Parisien (REP) - située sur les communes du PLESSIS-GASSOT, du MESNIL-AUBRY et d' ECOUEN

Le préfet du Val-d'Oise

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les articles R. 181-46 et L.512-20 ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 modifié en dernier lieu le 22 janvier 2019 autorisant la Société Routière de l'Est Parisien (REP) à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur les communes du PLESSIS-GASSOT, du MESNIL-AUBRY et d'ECOUEN ;

VU la demande de modification déposée par la société REP au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement par laquelle elle sollicite une augmentation temporaire de la capacité moyenne journalière (passage de 3 600 t/j à 3 900 t/j de déchets) pendant les mois de janvier et de février 2020 relatif à l'installation de stockage de déchets non dangereux précitée ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 donnant délégation de signature à M. Maurice BARATE, secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

VU le rapport du directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France – unité départementale du Val-d'Oise du 4 février 2020 ;

CONSIDÉRANT que le fonctionnement des 3 incinérateurs du SYCTOM est en mode dégradé et qu'il y a un besoin urgent de trouver, dans l'attente d'un retour à une utilisation pleine et entière de ces incinérateurs, d'autres exutoires pour gérer ces flux de déchets ;

CONSIDÉRANT que la société REP est régulièrement autorisée pour accueillir des déchets non dangereux en provenance de la région d'Ile-de-France ;

CONSIDÉRANT que les arrêtés préfectoraux réglementant actuellement l'installation de stockage de déchets non dangereux de la société REP ne permettent pas de prendre en compte un flux supplémentaire de déchets non dangereux ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a formulé une demande de modification en ce sens ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant considère sa demande de modification comme notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ; qu'il convient d'y donner une suite favorable compte-tenu du contexte ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 512-20 du code de l'environnement, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 de ce même code ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de modifier en urgence les prescriptions techniques imposées à la société REP, sur le fondement de l'article L. 512-20 du code de l'environnement, pour l'autoriser temporairement à augmenter la capacité moyenne journalière d'admission des déchets sur son site du PLESSIS-GASSOT – LE MESNIL-AUBRY et ECOUEN ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise

ARRÊTE

Article 1 : Augmentation de la capacité moyenne journalière de stockage de déchets

L'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société REP sur les communes du PLESSIS-GASSOT, du MESNIL-AUBRY et d'ECOUEN est autorisée à avoir une capacité moyenne journalière de stockage de déchets (calculée sur un mois) n'excédant pas 3 900 tonnes.

Article 2 : Durée

La présente autorisation est accordée à titre exceptionnel pour les mois de janvier et février 2020.

Article 3 : En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie du PLESSIS-GASSOT, du MESNIL-AUBRY et d'ECOUEN et peut y être consultée.

- un extrait du présent arrêté est affiché dans ces mêmes mairies pendant une durée minimum d'un mois, un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de chaque maire et transmis à la préfecture du Val-d'Oise.

- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale d'un mois.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30 322 – 95 027 – Cergy-Pontoise Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,

- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérécours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>)

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France et les maires du PLESSIS-GASSOT, du MESNIL-AUBRY et d'ECOUEN sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le **- 7 FEV. 2020**

Le préfet
Pour le préfet,
Le secrétaire général

Maurice BARATE

